

# MACRON OU L'ILLUSION DE LA RÉPUBLIQUE GAULLIENNE

**L**e huitième président de notre cinquième République, élu dans des conditions politiques contraires à toutes celles qui avaient précédé, en est-il le fidèle continuateur, comme ses prédécesseurs, ou le grand transformateur, comme il aspire à l'être en tant de domaines ? Autre question, proche, sinon identique : Emmanuel Macron est-il fidèle à nos institutions ou les bouscule-t-il ?

5

Pour tenter de répondre, il faudrait d'abord savoir ce qui caractérise lesdites institutions. Et la caractérisation unique s'avérant impossible, exposer toute une série de réponses.

Les premières – caractérisations et réponses – ne soulèvent guère de difficultés. La V<sup>e</sup> République se définit avant tout comme un régime hybride, à traits parlementaires et présidentiels, et, plus encore, comme un système politique présidentieliste<sup>1</sup> – hors accidents par cohabitation devenus très hypothétiques depuis l'avènement des quinquennats coordonnés en 2002.

## L'INCONTESTABLE CONTINUITÉ DU PRÉSIDENTIALISME

Macron a-t-il modifié notre régime hybride ou a-t-il l'intention de le faire ? En rien. Pas question de passer au fameux « vrai régime présidentiel » en supprimant la responsabilité du gouvernement devant le Parlement et le droit de dissolution présidentiel. Pas question de passer davantage à un « vrai régime parlementaire » en retirant au président de

---

1. Pour la justification de ces concepts et de leur application à la V<sup>e</sup> République, cf. Olivier Duhamel et Guillaume Tusseau, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, 4<sup>e</sup> éd., Paris, Seuil, 2016.

la République ses pouvoirs propres, et, par sécurité supplémentaire, la légitimation populaire qui fonde sa prééminence.

Macron a-t-il modifié notre système présidentieliste ou a-t-il l'intention de le faire ? En rien. Pas question de revenir sur la pratique présidentieliste du pouvoir, qui implique deux constances. D'une part que les grandes orientations et décisions politiques soient prises à l'Élysée, qu'il s'agisse de celles annoncées en campagne présidentielle ou de celles qu'imposent des situations inédites ou préalablement ignorées. D'autre part que le chef de l'État s'empare de toute question qu'il souhaite trancher, majeure ou pas.

6 Ensuite, bien entendu, la mise en œuvre de ces deux principes, qui définissent le présidentielisme, varie selon les présidents, c'est-à-dire selon leurs domaines de prédilection – Mitterrand se passionnait plus pour la Grande Arche de La Défense que pour les évolutions de notre dette, Chirac se consacra plus à la sécurité routière qu'au déficit de la sécurité sociale, Sarkozy suivait plus les changements à la télévision que ceux du monde agricole, et Hollande le monde journalistique que tous les autres. L'intensité et l'efficacité de l'interventionnisme présidentiel dépendent aussi de l'âge du président, de son état de santé, des résistances de son Premier ministre, de celles de sa majorité, des administrations, et de ses capacités à les dompter, des marges de manœuvre données par la conjoncture, des priorités imposées par les circonstances, bref d'une multiplicité de facteurs.

Toutes ces données réunies, l'on pourrait classer nos présidents sur une échelle du présidentielisme. Elle montrerait bien les nuances. En bas de l'échelle, il serait piquant et pertinent de placer de Gaulle et Mitterrand, les moins interventionnistes, et en haut Giscard d'Estaing et Macron, les plus intrusifs. Nous aurions pu ici distraire nos lecteurs avec la présentation d'une illustration de cette classification. Mais ce serait lui attacher une importance excessive, alors qu'il ne s'agit que de petites distinctions, perceptibles seulement à la loupe, bien qu'elles nourrissent, hélas, la plupart des interventions publiques relatives aux institutions, de la part tant des acteurs que des commentateurs politiques. Songez à l'incroyable fortune du nom « Jupiter » et de son qualificatif « jupitérien », parce que Macron a eu le malheur d'évoquer la culture politique française et particulièrement sa dimension monarchique pour récuser toute idée d'une présidence normale<sup>2</sup>. De

---

2. « François Hollande ne croit pas au "président jupitérien". Il considère que le président est devenu un émetteur comme un autre dans la sphère politico-médiatique. Pour ma part,

là à se prendre pour Jupiter, il y faut toute l'hypertrophie chère aux médias<sup>3</sup>.

Espérons la cause entendue, dès que la loupe est reposée, chacun voit ce qu'il est exact de voir : le président Macron est présidentialiste, comme le président de Gaulle fut présidentialiste, les présidents Pompidou et Giscard autant qu'ils purent, Mitterrand et Chirac, Sarkozy et Hollande autant qu'ils purent ou voulurent.

Alors, rien de nouveau sous le soleil ? Pas tout à fait. Ce qui précède concerne les modalités de l'exercice du pouvoir. Important également les conditions de sa conquête, de sa préservation, de sa reconduction. Et là, Macron n'est plus le continuateur des successeurs du Général. Il devient celui qui retourne vers le fondateur.

## LE RETOUR AUX SOURCES GAULLIENNES

7

Qu'est-ce que la V<sup>e</sup> République ? Un système politique qui relève de la catégorie du *présidentialisme démocratique*. Présidentialisme : le pouvoir politique est dirigé par un président choisi par le peuple. Démocratique, il le devient *via* des élections tout à fait libres et pleinement compétitives, et entre les élections règnent le pluralisme politique et le respect des libertés et droits. L'élection populaire crée ou perpétue un bipartisme ou une bipolarisation qui favorise l'alternance au pouvoir. La V<sup>e</sup> République a ainsi revivifié et structuré le clivage entre droite et gauche, et, en retour, la partition droite / gauche a nourri la V<sup>e</sup> République. Il ne pouvait en être autrement.

---

### *La V<sup>e</sup> République réelle*

---

1. Élection du président de la République par le peuple
2. Président dominant et État dirigé
3. Grâce à la partition droite / gauche et à une majorité partisane
4. Gouvernement d'un camp et alternance

---

je ne crois pas au "président normal". Les Français n'attendent pas cela. Au contraire, un tel concept les déstabilise, les insécurise. Pour moi, la fonction présidentielle dans la France démocratique contemporaine doit être exercée par quelqu'un qui, sans estimer être la source de toute chose, doit conduire la société à force de convictions, d'actions, et donner un sens clair à sa démarche» (entretien à *Challenges*, 16 octobre 2016).

3. « Je n'ai évidemment jamais dit que je me prenais pour Jupiter ! » (entretien au *Point*, 31 juillet 2017).

Il ne pouvait en être autrement à partir du moment où la France adoptait une constitution comme celle de 1958, dotant le président de pouvoirs personnels décisifs tels le choix du Premier ministre, le droit de dissolution, le recours au référendum, les pleins pouvoirs en cas de crise grave... Ne manquait que son élection populaire – ce que Léon Blum avait lumineusement perçu plus de quinze ans auparavant, à la lecture du discours de Bayeux. Ne manquait donc que l'élection présidentielle au suffrage universel direct et à la majorité absolue, avec duel et seulement duel au second tour. Ce fut décidé en 1962. Par de Gaulle et par le peuple. Contre presque tous les juristes, presque tous les journalistes, presque tous les partis, de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par l'extrême centre.

8 Étonnant moment où le grand pourfendeur du régime des partis impose une réforme qui va sortir ces derniers de la décrépitude et où tous tentent de l'en empêcher sans succès. Et quand de Gaulle se rend compte, lors de la première présidentielle, que « le diable [vient] dans le confessionnal<sup>4</sup> », il ne sait pas encore que c'est lui qui l'y a mis.

Le Général a subi en vérité une ruse faustienne. Pour assurer la pérennité de la V<sup>e</sup> République, il voulut l'élection populaire de son chef, unique moyen de garantir, ou au moins permettre, que ledit chef en soit un. Mais cette colonne vertébrale indispensable qu'a apportée l'élection directe du président est celle-là même qui a revivifié et les partis et le clivage droite / gauche, de Gaulle honnissant les deux. Le Général a ainsi enfanté un monstre qui a sauvé sa République mais tué ses rêves. Il n'avait d'ailleurs pas le choix : pour que perdure la V<sup>e</sup>, il fallait renoncer à sa vision. Sans l'élection populaire du monarque républicain, la V<sup>e</sup> serait vite devenue une sorte de IV<sup>e</sup> *bis* italo-néerlandaise.

Revenir à l'inspiration gaullienne consiste alors à garder le meilleur de 1962, la pérennité du chef agissant, mais à en jeter le pire, le poids des partis et la prégnance du clivage gauche / droite. Retrouver 1958 sans enterrer 1962. Récuser la division droite / gauche parce que, de Gaulle le dit, « ce n'est pas la droite, la France, ce n'est pas la gauche, la France<sup>5</sup>... »

---

4. « On a fait des confessionnaux, c'est pour tâcher de repousser le diable ! Mais, si le diable est dans le confessionnal, ça change tout » (entretien radiotélévisé avec Michel Droit, 15 décembre 1965).

5. « La France, c'est tout à la fois. C'est tous les Français. C'est pas la gauche, la France, c'est pas la droite, la France. Naturellement, les Français, comme de tout temps, ressentent, en eux, des courants. Il y a l'éternel courant du mouvement qui va aux réformes, qui va au changement, qui est naturellement nécessaire. Et puis, il y a aussi un courant de l'ordre, de la règle, de la tradition, qui, lui aussi, est nécessaire. C'est avec tout ça qu'on fait la France. Prétendre faire la France avec une fraction, c'est une erreur grave. Et prétendre

Donc, Macron le dit : « Je ne suis ni de droite, ni de gauche<sup>6</sup>. » Et si vous voulez entrer dans les détails, Macron précise : il est « et de droite et de gauche<sup>7</sup> », comme de Gaulle et comme les Français, il veut et le progrès et l'ordre<sup>8</sup>.

Le refus de jouer la partition droite / gauche emporte nombre de conséquences pour le président, qu'il s'agisse du général de Gaulle ou d'Emmanuel Macron.

Dans la conquête du pouvoir, il s'est affirmé au-dessus de cette mêlée. Arrivé au pouvoir, il choisira ses avants dans les deux camps. Dans le premier gouvernement Debré, de Gaulle nomme trois ministres d'État très politiques : le chef du Rassemblement démocratique africain, Félix Houphouët-Boigny, l'« indépendant et paysan » Louis Jacquinot, le MRP Robert Lecourt – et y ajoute l'« expert » ès culture, André Malraux. Dans le premier gouvernement Philippe, Macron nomme trois ministres d'État : l'« expert » ès écologie, Nicolas Hulot, et deux ministres très politiques, le socialiste Gérard Collomb et le centriste François Bayrou. S'y ajouta, en juin 2018, signal à droite, Bruno Le Maire à l'Économie et aux Finances. S'y ajouta, dès janvier 1959, signal à gauche, le socialiste André Boullouche à l'Éducation nationale.

9

Aux politiques, le monarque républicain au-dessus des partis aime ajouter des experts, choisis non tant pour leurs affiliations que pour leurs compétences. Pour de Gaulle en 1959 : Bernard Chenot à la Santé, Pierre Guillaumat aux Armées, Jean-Marcel Jeanneney à l'Industrie et au Commerce. Pour Macron en 2017 : Nicole Belloubet pour remplacer Bayrou à la Justice, Jean-Michel Blanquer à l'Éducation nationale, Agnès Buzyn aux Solidarités et à la Santé, Muriel Pénicaud au Travail.

Monarchisme, qui se défie des partis, technocratisme, qui fait confiance aux spécialistes, aristocratisme, au sens de gouvernement des meilleurs,

---

représenter la France au nom d'une fraction, cela, c'est une erreur nationale impardonnable » (*idem*).

6. Discours de lancement d'En Marche!, Amiens, 6 avril 2016.

7. « Et de droite et de gauche, car nous devons rassembler toutes les bonnes volontés autour d'un projet commun. Il faut une recomposition de l'offre politique » (entretien aux quotidiens du groupe EBRA, 22 avril 2016).

8. « Il y a, pour ce qui est de la France, ce qui se passe dans une maison. La maîtresse de maison, la ménagère, elle veut avoir un aspirateur, elle veut avoir un frigidaire, elle veut avoir une machine à laver, et même, si c'est possible, qu'on ait une auto. Ça, c'est le mouvement. Et, en même temps, elle ne veut pas que son mari s'en aille bambocher de toutes parts, que les garçons mettent les pieds sur la table et que les filles ne rentrent pas la nuit. Ça, c'est l'ordre. Et la ménagère veut le progrès mais elle ne veut pas la pagaille. Et ça, c'est vrai aussi pour la France. Il faut le progrès, il ne faut pas la pagaille. Or, le régime des partis, c'est la pagaille » (entretien radiotélévisé avec Michel Droit cité).

antiparlementarisme, qui ne reconnaît guère la légitimité des élus... qu'importe l'inspiration, n'importe ici que la filiation. A-t-on d'ailleurs suffisamment souligné que de Gaulle et Macron sont nos deux seuls présidents élus qui n'avaient jamais été élus ?

#### L'IMPOSSIBLE V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE GAULLO-MACRONIENNE

10 Rassembler par-delà droite et gauche, gagner et agir, de Gaulle l'a fait. Cela n'a duré qu'un temps. À gauche, les socialistes sont partis, jamais revenus. À droite, des pro-européens sont partis, tous revenus. De Gaulle a fondé la V<sup>e</sup> de très haut, là où il n'y a plus de côtés. Redescendu sur terre, il a atterri à droite. Et les gaullistes y sont restés, ce qui leur a permis de lui succéder aussitôt, puis, plus tard, de revenir à la tête de l'État. La V<sup>e</sup> République illusoire les aurait condamnés, la V<sup>e</sup> République réelle les a préservés.

---

#### *La V<sup>e</sup> République illusoire*

---

1. Élection du président de la République par le peuple
2. Président dominant et État dirigé
3. Grâce au rassemblement par-delà la partition droite / gauche
4. Fin du régime des partis et effacement de ces derniers

Rassembler par-delà droite et gauche, gagner et agir, Macron l'a fait. Cela ne durera peut-être qu'un temps. Le temps que la gauche sorte de réanimation et que la droite revienne de sa convalescence. Le temps que le populisme ne fasse plus illusion et que les démocrates réapprenant à parler au peuple y concourent. En vérité, trois scénarios sont possibles. Aucun ne réactiverait durablement le rêve gaullien total, 1958 + 1962, un présidentielisme effectif et démocratique, mais sans partis et sans droite et sans gauche.

Soit Macron disparaît, gauche et droite reviennent, et avec elles la V<sup>e</sup> que l'on connaissait. Soit Macron s'inscrit dans un de ces deux camps, même résultat pour nos institutions. Soit il se perpétue dans le rassemblement autour d'un Macron central, mais alors la V<sup>e</sup> changera de nature.

#### *Premier scénario : l'échec et la fin de Macron*

La double guérison s'accélère, socialistes transformés et « Républicains » revigorés ont compris, et progressé. Macron, de son côté, parce qu'il ne

sait pas ou plus parler aux Français, parce qu'une nouvelle crise économique et financière détruit les résultats qu'il escomptait leur présenter, parce que le charme de la nouveauté et de la jeunesse ne dure qu'une saison, parce que... l'imprévisibilité des vecteurs de l'échec ne réduit en rien leur nombre. Bref, Macron n'aura été qu'une parenthèse.

*Deuxième scénario : la réussite et la fin de la république macronienne*

Autre hypothèse, il réussit. Le chômage recule, la croissance prospère, l'incarnation fonctionne, l'empathie revient... le meilleur ne vous fait pas toujours défaut. Il réussit, mais il doit choisir son camp, celui qui ne se sera pas ou qui sera mal reconstitué.

De Gaulle a été investi par tous ou presque en septembre 1958, *via* le référendum sur la Constitution, il a commencé en gouvernant plutôt à gauche, en tout cas sur la question principale du moment, l'algérienne, pour ensuite se faire réélire par la droite et présider selon ses vues. Macron a été élu principalement par la gauche, il a commencé en gouvernant plutôt à droite, en tout cas sur la question principale du moment, l'économique et sociale. Il pourrait être réélu par la gauche, faiblesse lepéniste et vigueur LR aidant pour que le candidat de droite soit l'opposant de Macron au second tour. Macron durerait, pas la république macronienne, et nous reviendrions à la V<sup>e</sup> République réelle.

11

*Troisième scénario : la pérennité macronienne*

Macron n'échoue pas vraiment et réussit partiellement. Ses oppositions s'enfoncent, à gauche dans l'irréconciliable entre le donquichotisme vénézuélien et la social-démocratie sénescence; à droite dans l'indépassable guerre des populismes identitaires. En sus de la faiblesse des hommes et des partis, le clivage entre populistes et mondialistes reste plus prégnant que celui entre droite et gauche, ce qui gêne considérablement la renaissance de ces dernières. Macron se fait réélire dans les mêmes conditions qu'en 2017, mais sans majorité législative soumise. Nous rentrons dans l'ère des coalitions à l'allemande, avec ou sans une vraie proportionnelle. La république macronienne continue, celle d'un présidentielisme à élection et gouvernement par-delà droite et gauche. La V<sup>e</sup> République n'est pas finie, mais elle a sérieusement changé de nature.

R É S U M É

---

*Emmanuel Macron se veut le président d'une V<sup>e</sup> République revenue à ses sources gaulliennes, dirigée par un président transformateur, incarnant le pays par-delà droite et gauche. Mais la V<sup>e</sup> République n'a survécu qu'en démentant cette illusion originelle de De Gaulle. Le Général pourfendait le régime des partis, mais l'a revigoré, certes sous la domination d'un présidentialisme que d'ailleurs le huitième président perpétue sans inflexion majeure. La vision gaullienne des institutions avec laquelle Macron renoue pourrait s'avérer à son tour une illusion*